



# ATELIER COLLECTIVITES LOCALES

— 07.04.10

## PREVENTION DES DECHETS EN COLLECTIVITES LOCALES

Véritable enjeu de société, la prévention (ou réduction) de la production des déchets constitue un axe essentiel du développement durable, en s'attaquant au gaspillage, en développant de nouvelles activités économiques, en optimisant la dépense publique et en responsabilisant les producteurs de déchets.

Depuis plusieurs années, elle est au cœur de la politique française de gestion des déchets. Cette politique s'attache plus particulièrement à toutes les actions qui se situent en amont du cycle de vie du produit, c'est à dire avant la prise en charge du déchet par un opérateur ou par la collectivité, depuis l'extraction de la matière première jusqu'à la réutilisation et le réemploi.

La politique française de prévention des déchets est définie par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer ; le pilotage et l'animation de sa mise en œuvre sont assurés par l'ADEME. La mise en œuvre opérationnelle des plans et programmes d'action locaux qui en découlent est menée par des collectivités, souvent en concertation avec les citoyens, des associations et des entreprises.

Les collectivités locales ont donc un rôle prépondérant dans la mise en place et le suivi de politiques de prévention et de réduction des déchets. Les bénéfices se mesurant autant du point de vue de la qualité de vie que de l'économie. En effet, la prévention des déchets vise à réduire le volume des produits ou matériaux susceptibles de devenir des déchets ainsi que leur risque pour l'environnement et la santé humaine. La prévention des déchets se décompose en trois axes :

- éviter de manière stricte la production de déchets,
- réduire à la source les quantités et la dangerosité des déchets produits,
- réutiliser les produits, soit avec la même finalité, soit à d'autres fins avec ou sans reconditionnement.

### **Les avantages de la prévention des déchets pour les collectivités locales :**

L'approche locale de la prévention des déchets a des impacts environnementaux :

- économies de ressources
- réduction des émissions de gaz à effet de serre - réduction des impacts et risques liés aux installations de traitement de déchets

Mais aussi des impacts économiques :

- réduction des quantités de déchets à éliminer et donc meilleure maîtrise des coûts de cette élimination
- création d'activités économiques locales (recycleries, réparation...)
- innovation et nouveaux savoirs faire

Et des impacts sociaux :

- civisme environnemental et solidarité : création de lien social
- engagement et concertation
- développement d'emplois de proximité non délocalisables

### **La prévention des déchets est ainsi une véritable composante de la politique de développement durable du territoire**

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelien.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelien.chambon@ketchum.fr)

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

## **SOMMAIRE**

### **LES CHIFFRES CLÉS DE LA PREVENTION DES DECHETS**

### **LES COÛTS DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS**

### **L'ACTION DE L'ADEME**

### **LA CAMPAGNE 2009-2012**

## **ANNEXES**

**Zoom sur... la redevance incitative**  
**Note d'information sur la journée du 15 juin**

## **L'ADEME EN BREF**

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer et du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit. [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr).

---

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :  
Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelien.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelien.chambon@ketchum.fr)  
Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

## LES CHIFFRES CLES DE LA PREVENTION DES DECHETS

---

### En France en 2006 :

14 millions de tonnes de déchets ont été produites directement par les collectivités (déchets de voirie, boues, déchets verts)

31 millions de tonnes de déchets ont été produites par les ménages (dont 20 Mt d'ordures ménagères au sens strict)

359 millions de tonnes de déchets ont été produites par les entreprises du BTP

90 millions de tonnes de déchets ont été produites par les entreprises (hors agriculture et BTP)

### Les objectifs du Grenelle Environnement en matière de prévention des déchets :

La loi dite « Grenelle 1 » du 3 août 2009 a relancé une politique déchets très ambitieuse dont la première priorité est **la prévention de la production de déchets**.

Elle fixe pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de **7%** par habitant d'ici **5 ans** et prévoit un soutien **aux collectivités locales** pour la mise en œuvre de plans locaux de prévention.

### Les consommateurs sont-ils prêts à agir<sup>1</sup> ?

**En 2009, 80% des français déclarent connaître au moins un geste permettant de réduire la production de déchets**

Les gestes les plus fréquemment cités concernent l'achat de produits sans emballages ou avec moins d'emballages (52%), le compostage (26%),...

La connaissance des gestes/comportements pour réduire la nocivité des déchets progresse pour atteindre 56% en 2009.

**En 2009, 84% des français déclarent prendre en compte le respect de l'environnement dans leurs achats**

Les achats en grand contenant, en éco-recharge et de produits concentrés sont les plus fréquemment pratiqués notamment pour l'achat des produits d'entretien et d'hygiène ; l'utilisation de cabas réutilisables, le choix de l'eau du robinet sont aussi en progression.

Les critères qualité des produits (90%) et leur praticité (88%) prédominent au moment du choix ; le prix arrive en 4ème position.

### Le rôle des collectivités :

Les collectivités qui gèrent les flux de déchets des ménages et ceux provenant de certaines activités économiques, ont un rôle essentiel à jouer dans l'atteinte de l'objectif fixé par le Grenelle au travers de :

- l'exemplarité de leur démarche (achat, sensibilisation des agents,...)
- leur responsabilité dans la gestion des déchets et leur capacité d'initiative (sensibilisation,

---

<sup>1</sup> Sondage IFOP/ADEME, janvier 2009

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

---

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelie.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelie.chambon@ketchum.fr)

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

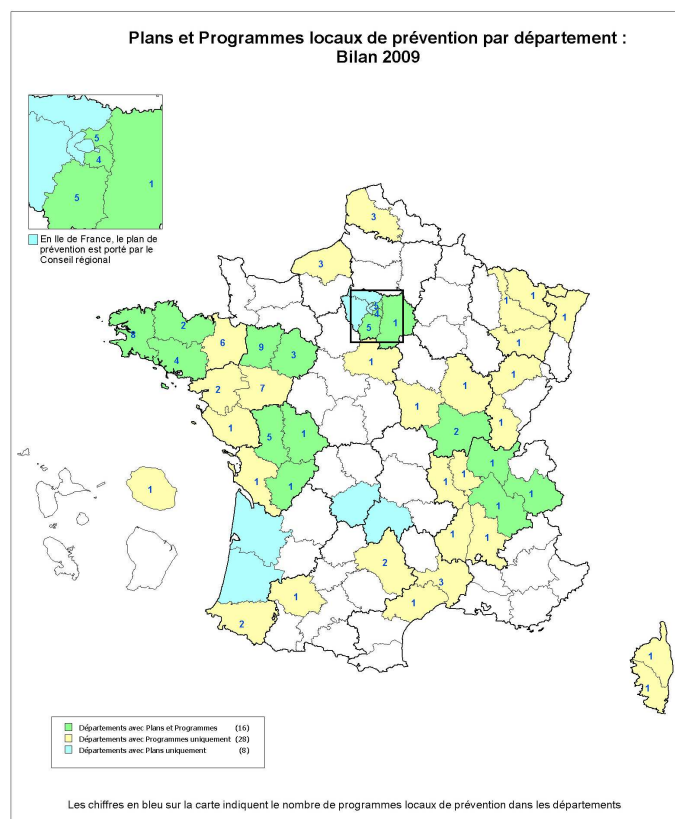
soutien au compostage domestique, mise à disposition d'outils de récupération ou réemploi, ..)  
- leurs actions en faveur du développement économique de leur territoire et leur capacité d'animation des acteurs locaux.

### L'engagement des collectivités dans le Dispositif Plans et Programmes de Prévention des déchets (DPPP) :

Monter un plan départemental ou un programme local de prévention peut permettre aux collectivités de limiter le recours à l'incinération ou l'enfouissement, de maîtriser les coûts de gestion des déchets et plus largement de faire le lien avec d'autre politiques de développement durable, de créer des synergies entre les territoires et de créer une dynamique globale et pérenne.

	Plan Départemental de Prévention Programmation/objectifs	Programme Local de Prévention Opérationnel/actions
<b>Bénéficiaires</b>	Conseils généraux	EPCI > 20 000 habitants (compétence collecte/traitement), Communautés de Communes & d'Agglomérations, Pays...
<b>Objectif principal</b>	Au moins 80 % de la population du territoire couverte par des programmes	Réduction de 7 % de la production des ordures ménagères et assimilées en cinq ans

Au cours de l'année 2009, 128 plans et programmes de prévention ont été soutenus par l'ADEME (17 plans et 101 programmes), concernant un total de 20 millions d'habitants (dont 11 millions, soit 18% de la population française, concernés par un programme local de prévention).



[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :  
Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelie.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelie.chambon@ketchum.fr)  
Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

## Quelques collectivités engagées

### **Le programme local de prévention du Syndicat Mixte de la région de Bapaume**

Syndicat composé de 80 communes du Pas de Calais (62) pour 31 342 habitants

Le Syndicat mixte de la région de Bapaume a lancé, début 2010, son programme local de prévention avec l'objectif de diminuer de 30kg/hab les ordures ménagères en 5 ans (passer de 424 à 394 kg/hab en 2014). Le programme s'appuie sur :

- la participation active de la population dans la définition et la mise en œuvre des actions
- la mise en œuvre d'une redevance incitative
- exemplarité du SMRB et des différents acteurs du territoire: établissements scolaires témoin, communes témoin, entreprises témoin...
- 2 partenariats: Unis-Cite auprès des habitants, AIR auprès des scolaires

La première étape du Programme, qui s'est déroulée au cours du 1er trimestre 2010, a consisté en la réalisation du diagnostic de territoire. Des enquêtes sur les éco-gestes, le compostage et l'exemplarité ont été réalisées auprès des différents acteurs du territoire (entreprises, scolaires, particuliers). Des actions de sensibilisation de la population ont également été menées, lors de la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets et un guide de la prévention a été réalisé.

En savoir plus : <http://pagesperso-orange.fr/smr/index.html>

### **Le programme local de prévention d'Angers Loire Métropole**

Communauté d'Agglomérations Maine et Loire (49) 31 communes, 270 000 habitants

La Communauté d'agglomérations Angers Loire Métropole possède un Programme local de prévention « -de déchets, +d'avenir » dont les principales actions sont :

- Sensibilisation à l'éco-consommation (campagnes d'affichage, animations dans les magasins...)
- Promotion du compostage domestique
- Promotion du réemploi et de la réparation (campagnes d'affichage, préparation d'un site - Internet recensant les professionnels du réemploi)
- Promotion d'alternatives aux produits dangereux
- Lutte contre le gaspillage alimentaire
- Sensibilisation en milieu scolaire (intervention dans les écoles, « pique-nique zéro déchet » lors de manifestations sportives scolaires...)
- Développement d'une politique d'exemplarité d'Angers Loire Métropole sur la prévention des déchets.

En savoir plus : [www.angersloiremetropole.fr/](http://www.angersloiremetropole.fr/)

## Collectivité exemplaire

La collectivité sera d'autant plus crédible sur la prévention des déchets qu'elle commencera par faire elle-même ce qu'elle préconise, d'abord parce que l'exemple est souvent plus convaincant que le discours, mais aussi parce qu'elle peut ainsi s'appuyer sur sa propre expérience pour proposer des actions concrètes, pratiques et efficaces... et de surcroît, faire des économies souvent significatives.

Deux principaux domaines d'intervention sont à considérer par la collectivité :

#### Ses propres services

La collectivité pourra identifier des « gisements » de déchets volumineux et coûteux à éliminer, produits par ses propres services ou par des organismes qui lui sont liés, puis mettre en œuvre un programme de prévention avec tous les acteurs concernés (éviter l'impression des documents lisibles à l'écran, impressions recto-verso...)

#### Ses secteurs de compétences

La collectivité est maître d'ouvrage de nombreux chantiers, notamment dans le secteur du BTP. Lors de la rédaction de cahiers des charges, elle peut veiller à exiger des produits respectueux de l'environnement, à réduire au maximum la production des déchets de construction, mais aussi prévoir dès l'origine, la prévention et la valorisation des déchets de démolition.

Elle peut également intégrer dans l'ensemble de ses marchés de commande de produits, des critères sur les performances environnementales des produits.

## LES COÛTS DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

---

L'ADEME a achevé en septembre 2009 la réalisation d'un **référentiel national des coûts** de gestion du service public d'élimination des déchets.

Il s'agit de la **première étude de ce type menée en France**, portant à la fois sur tous les déchets gérés par les collectivités et sur des données observées.

L'analyse repose sur des **matrices Coûts\* de 2006** transmises par des **collectivités formées et volontaires**.

L'**objectif** est d'**acquérir des coûts de référence** pour les collectivités locales désirant se positionner parmi des structures équivalentes et pour les pouvoirs publics qui souhaitent appréhender la structuration des dépenses.

\* Outils proposés par l'ADEME, Matrice et ComptaCoût®), permettant aux collectivités d'identifier leurs coûts par flux de déchets et par étape technique de gestion.

**« En France, la gestion du service public d'élimination des déchets a coûté en moyenne\* 91€ par habitant en 2006 »**

Pour l'ensemble des flux gérés par les collectivités, le coût technique\*\* moyen\* 2006 est de **91 € par habitant**.

**80 % des collectivités** ont un coût technique "tous flux" situé en 2006 entre **65 € et 123 € par habitant**.

En moyenne, plus de **90 % du coût technique est dédié au trois principaux flux** que sont les ordures ménagères résiduelles, les recyclables secs (emballages, journaux...) et les apports en déchèteries. Les 10 % restant concernent les autres flux (encombrants collectés sélectivement, déchets verts...).

**L'impact des soutiens des sociétés/organismes agréées est significatif** : le coût du service passe de 91 à 82 euros/hab (moyenne du coût aidé\*\*\*) après déduction des soutiens des sociétés agréées et autres aides.

\* il s'agit de la médiane : valeur centrale d'une série de nombres

\*\* **Le coût technique** : ensemble des charges moins les recettes industrielles que sont principalement la vente d'énergie et de matériaux.

\*\*\* **Le coût aidé** : coût restant à financer par la collectivité après déduction des recettes industrielles, des soutiens et des aides

**« Suivant les collectivités locales, les coûts techniques peuvent être multipliés par 4 »**

De **grandes dispersions de coût technique** ont été observées sur certains flux. Par exemple, pour les recyclables secs les **coûts techniques peuvent être multipliés par 4 selon les collectivités.**

L'étude a permis de mettre en évidence **3 facteurs explicatifs** de variabilité des coûts techniques par habitant :

**Les quantités de déchets collectées par habitant** : par exemple **1kg d'ordures ménagères résiduelles** supplémentaires collectées par habitant et par an **coûte 0,14 € de plus par habitant.**

**Le nombre de flux au porte-à-porte** : **surcoût de 30 %** pour les collectivités collectant 4 flux au porte-à-porte plutôt qu'un seul.

**Les zones touristiques** : **coût par habitant\* supérieur de 50 %** pour les collectivités situées en zone touristique.

\* Sur la base de la population INSEE ne comptabilisant pas la population touristique.

**« Les collectivités collectant plus de 600 kg de déchets ménagers et assimilés par habitant et par an ont en moyenne un coût technique supérieur de 27 % »**

L'**échantillon de référence** est constitué d'une centaine de collectivités couvrant **10,5 millions d'habitants desservis.**

Bien que l'**échantillon** soit **représentatif**, l'analyse des écarts entre les coûts doit être faite avec prudence.

Les données du référentiel ont permis d'estimer **le coût technique de gestion des déchets en 2006 en France à 5,9 milliards d'euros.** Ce montant est très **proche des informations 2006 issues de l'IFEN** (5,8 milliards d'euros) confirmant ainsi la fiabilité de ce premier référentiel national des coûts de gestion du service public d'élimination des déchets.

L'ADEME espère pouvoir mobiliser **un plus grand nombre de collectivités pour une future édition du référentiel** afin d'élargir l'échantillon, permettre de consolider les résultats obtenus et réaliser des analyses plus fines notamment au niveau des facteurs explicatifs.

**Pour aller plus loin** dans la connaissance des coûts, télécharger la synthèse de l'étude coûts et connaître les outils développés par l'ADEME (**matrice, ComptaCoût®**), consulter [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr), rubrique Déchets/Impacts et Economie/ Connaissance des coûts et des prix



## L'ACTION DE L'ADEME

Chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de prévention des déchets, l'ADEME accompagne les collectivités dans leurs démarches :

Accompagnement méthodologique (assistance au montage de projets, expertise technique, formations, animation de réseaux..)

Soutiens financiers

Afin d'atteindre les objectifs ambitieux du Grenelle de l'environnement en matière de réduction et de valorisation des déchets, l'ADEME a revu son dispositif d'aides financières pour 2009-2012.

### Des aides attribuées en fonction des objectifs

**1 - Réduire la production d'ordures ménagères et assimilées** de 7% par habitant pendant les cinq prochaines années ;

Considérant que seule la prévention des déchets n'entraîne pratiquement aucun impact environnemental, l'ADEME :

- **accompagne** la mise en place par les collectivités d'une tarification incitative pour le service d'élimination des ordures ménagères,
- **finance** la mise en place de plans départementaux et de programmes locaux de prévention, pour sensibiliser et agir auprès des acteurs locaux,
- **poursuit** le soutien aux opérations de compostage domestique.

Le nouveau dispositif d'aide appuie également la réalisation d'équipements de réemploi.

**2 - Augmenter le recyclage matière et organique** afin d'orienter vers ces filières un taux de 35% en 2012 et 45 % en 2015 de déchets ménagers et assimilés contre 24 % en 2004, ce taux étant porté à 75 % dès 2012 pour les déchets d'emballages ménagers

Pour valoriser les déchets recyclables encore présents dans nos poubelles, **l'ADEME, au niveau national, soutient le développement des filières de responsabilité élargie du producteur ("filière REP") et complète son action au niveau local**, en finançant la modernisation du parc des déchèteries et le développement d'équipements de tri plus performants.

**3 - Réduire les quantités de déchets partant en incinération ou en stockage** à hauteur de 15 % d'ici 2012 afin de préserver les ressources et prévenir les pollutions.

Encore près de la moitié de la poubelle résiduelle (ordures restant à traiter après la collecte sélective) est constituée de déchets biodégradables, déchets de cuisines et déchets de jardin. Le nouveau dispositif d'aide prévoit de **développer les différentes formes de valorisation organique, dans un schéma adapté aux contraintes et aux potentialités de chaque territoire** : compostage domestique, compostage de quartier ou autonome en établissement, compostage ou méthanisation dans un équipement collectif à partir d'une collecte séparative, ....

L'objectif est de permettre le retour au sol d'une matière organique de qualité, compatible avec les objectifs de préservation des milieux et de qualité de la production agricole. La méthanisation

---

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélié Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelie.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelie.chambon@ketchum.fr)

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

présente, quant à elle, l'intérêt de permettre une valorisation énergétique avec la production de biogaz.

#### 4 - Mieux **gérer les déchets du Bâtiment et des Travaux Publics**

Les collectivités locales sont des maîtres d'ouvrage importants dans les territoires. Afin de mieux prendre en compte la prévention et la valorisation des déchets de chantiers, l'ADEME aide à la **mise en place de nouvelles pratiques de construction et de déconstruction**, partant des études et de la mission du maître d'œuvre, jusqu'à l'organisation du tri et ou de la réduction à la source des déchets sur le chantier.

#### **Le dispositif d'aides en vigueur depuis octobre 2009 :**

Les opérations susceptibles de bénéficier de soutiens financiers sont :

- les études,
- les démarches qualité,
- l'animation de programmes d'action
- les actions de sensibilisation, de communication, de formation),
- les plans de prévention et la mise en place de la redevance incitative, avec une aide forfaitaire à l'habitant en contrepartie d'atteinte de résultats,
- les équipements favorisant la prévention, le recyclage
- les équipements de collecte séparatives de déchets organiques
- les travaux de construction ou de déconstruction intégrant une gestion performante des déchets du BTP.

Les obligations réglementaires ne peuvent pas faire l'objet d'aides financières de l'ADEME. Lorsque le projet concerne une filière REP, l'intervention de l'ADEME est réduite. A l'exception des aides à la communication et des aides forfaitaires, des plafonds d'assiette sont fixés par type de projet.

Le dispositif national des aides est adapté localement au contexte, notamment en fonction des contrats de programme conclus entre l'ADEME et les conseils généraux et régionaux, ou notamment dans l'Outre Mer.

Pour tout renseignement, contactez la direction régionale ADEME (coordonnées sur [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr))

#### **Deux nouveaux outils pour accompagner les démarches des collectivités locales**

##### **Elaborer un plan ou programme de prévention des déchets**

**ADEME Editions – Cédérom – Réf. 6748 - Prix : 60 €**

**A paraître début 3ème trimestre 2010**

S'adressant à l'ensemble des collectivités territoriales, ce cédérom propose une méthodologie pour élaborer des plans et programmes de prévention.

Elle comprend tous les éléments contextuels, techniques, méthodologiques, les acteurs...ainsi que des présentations d'opérations déjà mises en place et des outils de communication.

**Promouvoir le compostage domestique : les étapes clés****ADEME Editions – Cédérom – Réf. 6215 - Prix : 42 €****A paraître début 3ème trimestre 2010**

Destiné aux collectivités territoriales et plus particulièrement aux chefs de projets et agents de terrain, ce cédérom concerne le montage d'une opération de promotion du compostage domestique, son suivi et son évaluation. Les différentes étapes nécessaires sont largement illustrées de conseils pratiques et de retours d'expériences. Des outils fonctionnels complètent utilement la méthode proposée.

**Et toujours****Prévenir et gérer les déchets de chantier****Méthodologie et outils pratiques****Coédition Le Moniteur / ADEME – Avril 2009 – 150 pages + cédérom - Référence 6500 –****Prix de vente : 55 €**

Étape par étape, sous forme de 17 fiches, cette méthode, illustrée par des tableaux, synoptiques et photos, apporte aux différents acteurs tous les moyens pour mettre en œuvre des actions de prévention et de limitation de la production des déchets et pour gérer les déchets produits, conformément à la réglementation. Elle est complétée d'outils utilisables en l'état ou adaptables proposés sur un cédérom.

**Formations**

L'ADEME propose aux collectivités un dispositif global de formation afin de soutenir les actions territoriales de prévention de la production des déchets.

<http://formations.ademe.fr>

**Pour en savoir plus sur les outils : [www.ademe.fr/offre](http://www.ademe.fr/offre), rubrique collectivités /déchets**

## LA CAMPAGNE 2009-2012

---



L'ambition de la nouvelle campagne nationale de prévention de réduction des déchets lancée en octobre 2009 par le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer et l'ADEME est d'informer les Français sur l'urgence de la situation mais aussi sur la responsabilité et la capacité de chacun à agir.

A travers 12 gestes simples, cette campagne met en avant des solutions concrètes facilement applicables au quotidien générant des bénéfices individuels et collectifs (financiers notamment) sans remettre en cause notre bien être.

Ce nouveau dispositif s'inscrit dans la continuité de la précédente campagne triennale lancée en 2005 et le mot d'ordre « Réduisons vite nos déchets, ça déborde » reste d'actualité.

La campagne précédente insistait sur la nécessaire prise de conscience et la sensibilisation des citoyens à la production de déchets. Cette nouvelle campagne incite les Français à passer à l'acte en adoptant de manière systématique les bons comportements pour réduire à la source leur production de déchets.

Le ministère du Développement durable a confié le pilotage de la campagne à l'ADEME. Son rôle est à la fois d'organiser et de planifier les actions, et de diffuser le message le plus largement possible grâce à l'implication de l'ensemble de son réseau et de ses partenaires, nationaux et régionaux. Ces messages doivent se décliner sur le terrain, au plus près des Français.

Comme toutes les campagnes conduites par l'ADEME, celle-ci repose sur un dispositif de communication media et hors media, des partenariats et des outils d'information et d'aides financières pour les professionnels (entreprises et collectivités).

**En savoir plus :** [www.reduisonsnosdechets.fr](http://www.reduisonsnosdechets.fr)

## ANNEXES

---

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelie.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelie.chambon@ketchum.fr)

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

## ZOOM SUR...LA REDEVANCE INCITATIVE

---

La redevance incitative est un outil qui facilite la mise en œuvre de la prévention. C'est ainsi un axe fort du Plan déchets du Grenelle Environnement qui a fixé l'objectif d'introduire, sous cinq ans, une part variable dans la tarification des déchets permettant de faire payer moins ceux qui trient le plus et produisent le moins de déchets.

**Les collectivités disposent de trois outils pour financer le Service Public d'Élimination des Déchets (SPED) :**

- la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM),
- le recours au budget général (BG),
- **la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).**

Les deux premiers outils sont des outils fiscaux tandis que le dernier relève d'une logique économique. La TEOM est une taxe additionnelle à la taxe sur le foncier bâti gérée et collectée par le Trésor Public au titre des collectivités. **La REOM est, quant à elle, une redevance pour service rendu gérée et collectée par les collectivités elles-mêmes.**

### Une tarification incitative, c'est quoi ?

La mise en place d'un financement du SPED par une tarification incitative peut permettre d'appliquer le principe pollueur – payeur aux usagers du SPED.

La tarification incitative doit donc intégrer la production de déchets pour facturer l'utilisateur. Les comportements plus ou moins vertueux de l'utilisateur vont donc influencer sur sa facture.

Ce type de financement existe sous plusieurs formes dans différentes collectivités locales, et des retours d'expériences sont disponibles sur plusieurs années de fonctionnement.

### Une incitation à quoi ?

L'utilisateur est encouragé à modifier ses comportements pour limiter l'augmentation de sa contribution au SPED. Il sera notamment invité à :

- accroître son geste de tri,
- diminuer ses quantités d'ordures ménagères résiduelles (OMR), mais également sa production globale de déchets (sur du moyen – long terme),
- à optimiser son recours au SPED (par exemple par des présentations de bacs moins fréquentes).

### Les effets recherchés

Le recours à la tarification incitative par une collectivité vise entre autres au niveau local (et par agrégation au niveau national) :

- à l'augmentation du recyclage,
- à l'optimisation des collectes,
- à la prévention de la production de déchets,

---

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :  
Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelien.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelien.chambon@ketchum.fr)  
Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

- à la maîtrise des coûts.

### Les préalables nécessaires à l'instauration d'une tarification incitative

Le principe est que l'utilisateur, par l'évolution de ses comportements, va impacter sur le SPED. Il est donc nécessaire que la collectivité donne la possibilité matérielle aux usagers de modifier leurs comportements avec la possibilité de trier ou d'agir sur la prévention des déchets (ex : compostage domestique...). Dans le cas où on ne donnerait pas à l'utilisateur la possibilité de modifier son comportement, la tarification incitative n'aurait pas lieu d'être.

### Les principes de base

Une tarification incitative nécessite l'identification du producteur et la quantification de sa production de déchets.

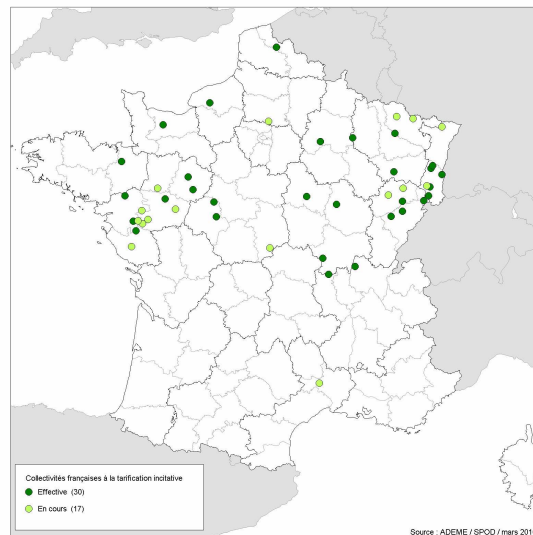
L'identification exige le suivi d'un fichier par la collectivité. Pour la quantification, la collectivité doit mettre en place un système pour évaluer la consommation du SPED par l'utilisateur. Cette quantification se base sur le volume ou le poids des déchets.

Enfin, la grille tarifaire doit se baser sur une part fixe et une part variable. La part fixe va permettre de financer la part incompressible des coûts, c'est-à-dire ceux qui ne varient pas en fonction du volume d'activité ou de production de déchets (amortissement du matériel, charges de personnel, entretien des équipements ...). La part variable va permettre de financer les coûts dont le montant varie avec le comportement des usagers (charges de traitement ...).

### La situation en France

Fin 2009, cette incitation du mode de financement du SPED était instaurée dans 30 collectivités françaises par une redevance incitative. Ces collectivités représentent plus de 600 000 habitants soit environ 1 % de la population nationale.

Les collectivités à la RI sont des collectivités regroupant une faible population. Toutes, à l'exception de Besançon, ont moins de 50 000 habitants. La majorité (18 collectivités) ont moins de 20 000 habitants.



[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :

Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – [aurelien.chambon@ketchum.fr](mailto:aurelien.chambon@ketchum.fr)

Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – [olivia.chabbert@ketchum.fr](mailto:olivia.chabbert@ketchum.fr)

# **15 JUIN 2010, JOURNEE COLLECTIVITES LOCALES ET PREVENTION DES DECHETS**

## **COLLECTIVITÉS LOCALES ET PRÉVENTION DES DÉCHETS POURQUOI ET COMMENT AGIR ? AVEC QUELS MOYENS ?**

---

**Si de nombreuses collectivités, tant au niveau des Conseils généraux que des intercommunalités, se sont déjà engagées dans des plans d'actions départementaux et des programmes locaux de prévention, d'autres, plus réservées, s'interrogent encore :**

- Quels sont les enjeux pour le territoire ?
- Comment passer d'initiatives vertueuses mais souvent isolées à un changement plus massif de notre société ?
- Quelles actions privilégier ? Selon quelle démarche ? Avec quels moyens ?
- Comment mobiliser les entreprises, la distribution, les citoyens et agir en synergie avec d'autres collectivités ?
- Comment contribuer au changement des comportements et pourquoi ? Quels effets en attendre ?

Autant de questions auxquelles l'ADEME et de nombreux experts de terrain apporteront des réponses concrètes enrichies de retours d'expérience.

Le Québec, invité d'honneur de cette journée, apportera également son témoignage.

### **Au programme de cette journée :**

Une session plénière "Pourquoi agir ?" qui permettra d'illustrer les différents bénéfices de la prévention des déchets pour les collectivités,

4 ateliers "Comment agir" ?

- Animer un plan départemental ou un programme local de prévention
- Inciter les entreprises à agir
- Améliorer la qualité du compostage domestique et de la gestion de proximité des biodéchets
- Accompagner les changements du citoyen-consommateur.

Cette journée s'adresse aux collectivités locales et territoriales, EPCI, administrations, bureaux d'études, associations de consommateurs, de protection de l'environnement, journalistes...

**Rendez vous est donc donnée le 15 juin prochain  
à la Maison de la Chimie 28 bis, rue Saint Dominique - 75007 PARIS**

Contact : Evelyne Perréon-Delamette  
evelyne.perreon@ademe.fr  
Tél. : 02 41 20 42 30

---

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

Relations presse ADEME – Ketchum :  
Aurélien Chambon – 01 53 32 56 88 – aurelien.chambon@ketchum.fr  
Olivia Chabbert – 01 53 32 56 92 – olivia.chabbert@ketchum.fr